

Compte-rendu de la réunion du 25 septembre 2017

La Russie et la CEI au centre de la géopolitique des hydrocarbures

1. Exposés

La Russie sur les marchés pétroliers et gaziers : entre l'Ouest et l'Est

Marina LASTOVSKAYA, Professeur Université Goubkine, Moscou

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

La Russie a subi des chocs externes importants, en raison de la chute du prix du pétrole et des sanctions imposées par les États-Unis et l'Union Européenne. Ces dernières gênent considérablement la Russie dans l'accomplissement de ses projets gaziers, tels que Nord Stream 2. Face à ces difficultés, la Russie tente de trouver des solutions pour accélérer son développement économique et trouver des solutions en interne pour consolider le secteur des hydrocarbures.

Le scénario « modérément favorable » prévoit un maintien à un niveau relativement stable de la production de pétrole (531 Mt en 2020 et 502 en 2035), mais ce scénario suppose une conjoncture suffisamment favorable et un effort important en exploration-production.

Le marché européen du gaz est marqué par de fortes incertitudes : outre les incertitudes sur le niveau de la demande et de l'offre, les incertitudes institutionnelles liées à l'entrée en vigueur du Troisième paquet énergétique et les incertitudes politiques concernant les relations avec les États post-soviétiques vont peser d'un poids important.

Après l'échec du projet Southstream, la Russie s'est mise d'accord avec la Turquie pour le projet « Turkish stream », avec deux lignes de gazoducs qui vont être construites d'ici 2019. Le prolongement vers l'Europe à travers la Grèce n'est toutefois pas encore acquis.

Le projet Nord Stream-2 fait l'objet d'une bataille encours, de façon d'une part à le rendre compatible avec la future législation européenne (Troisième paquet énergétique) et d'autre part pour contourner les sanctions américaines.

L'Union Européenne a fortement poussé au développement des marchés du GNL en Europe, dans un souci de diversification, avec la construction de 21 grands terminaux GNL. Les États-Unis sont en position d'exportateur, mais il reste à savoir s'ils sont en mesure de délivrer un GNL à un prix suffisamment bas, pour être compétitif.

En raison des menaces sur le marché européen, la Russie s'est tournée vers la Chine. De nombreuses coopérations ont été engagées dans le domaine du gaz, mais aussi du pétrole, notamment dans le secteur du raffinage. Le projet « Force de la Sibérie » signé entre Gazprom et CNPC, pour la livraison de gaz en Chine représente un contrat de 400 milliards de dollars. Les livraisons de gaz vont représenter 38 milliards par an de m3 dès 2018 et pourront ensuite augmenter jusqu'à 61 milliards de m3 par an.

Les exportations de gaz de la Russie

Aurélie BROS, Anciennement Chercheur à l'IFRI, à l'École des hautes études en sciences économiques de Moscou et consultante à l'Observatoire franco-russe de Moscou

Concernant ses exportations gazières, la Russie était habituée à travailler dans un environnement stable (découpage régional, contrats à long terme, clause take or pay). Cet environnement a été profondément transformé, en raison de l'arrivée du gaz de schiste américain et de l'évolution de la politique énergétique européenne. Face à ce contexte, Gazprom a commis certaines erreurs d'appréciation. Le projet Nord Stream a été prévu sans tenir compte des contraintes liées à l'accès aux tiers du réseau imposé par l'UE. Ceci a conduit à des batailles juridiques et le gazoduc a été sous-utilisé en raison de l'incapacité de Gazprom d'effectuer en Europe le transport du gaz livré en raison d'une affectation seulement partielle du gazoduc OPAL.

Gazprom a également effectué des surinvestissements pour répondre à un marché européen qui était estimé en croissance, mais qui s'est contracté en raison de la crise économique.

Gazprom a su aussi s'adapter, notamment en multipliant les ventes aux enchères à travers ses filiales et en acceptant de nouvelles conditions commerciales en Europe Centrale.

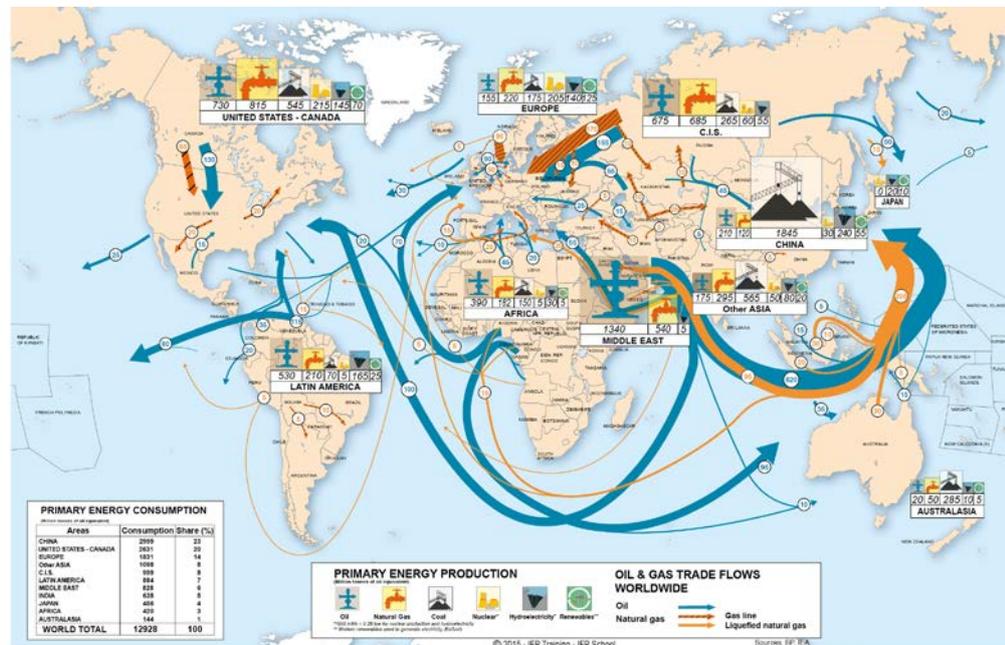
La Russie a également l'ambition de devenir un acteur important du GNL. Dans ce but, elle a renforcé son implication dans le projet de Sakhaline, de façon à augmenter ses exportations vers l'Asie. Elle vise à développer toute une économie autour du GNL, notamment avec la construction de méthaniers brise-glace pour la route du Nord (Yamal).

La société Novatek s'est montrée très active et a réussi à mener à bien le projet GNL de Yamal dans les délais, malgré les sanctions occidentales, en s'appuyant sur des fonds russes et des fonds chinois. Son CEO, Leonid Mikhelson a de grandes ambitions pour l'avenir. Avec le projet Artic 2, auquel est également associé Total et qui devrait produire 16,5 Mt/ an de GNL ainsi que 1,2 Mt/an de condensats, il vise à rivaliser avec le Qatar.

Dans ce contexte, la Chine prend une grande importance, plus comme partenaire et bailleur de fonds que comme acheteur potentiel.

Pour plus d'informations, il sera possible de se reporter à l'ouvrage d'Aurélie Bros et Thierry Bros, Géopolitique du gaz russe, Les Carnets de l'Observatoire, L'inventaire (25 octobre 2017)

La Russie au centre du Grand Jeu
Jean-Pierre FAVENNEC, Fondation Tuck



L'observation des flux de pétrole et de gaz à l'échelle mondiale montre qu'en ce qui concerne la Russie, le poids de ses exportations de pétrole et de gaz vers l'Europe reste largement prédominant. Cette situation ne va évoluer que lentement. Les exportations de la Russie vers l'Asie sont limitées d'une part par des facteurs géographiques et d'autre part par la diversité des sources d'approvisionnement de la Chine, notamment en matière de GNL.

Les exportations de GNL des États-Unis auront du mal à être compétitives en Europe, avec un gaz à 3 \$/MMBtu. Compte-tenu d'un prix du gaz d'environ 6 \$/MMBtu en Europe, il ne reste que 3\$/MMBtu pour rémunérer la chaîne GNL, ce qui paraît peu.

Tout ceci renforce l'idée d'une certaine stabilité dans les années à venir.

2. Discussion / Conclusion

Débat animé par Jean-Pierre Favennec, Animateur du Groupe Géopolitique

Situation de la Russie

- La Russie reste très dépendante des hydrocarbures. La diversification représente un objectif politique affiché depuis longtemps, mais l'évolution est lente.
- Paradoxalement, les sanctions ont eu un effet positif pour la Russie, au moins en termes de diversification. Outre la production agricole qui a progressé, la Russie a accru son autonomie vis-à-vis des technologies étrangères. Les Chambres de commerce russes se sont ouvertes à des producteurs étrangers.
- La Russie souffre d'un manque de main d'œuvre, notamment suite au trou démographique causé par les années 90.



- Elle doit poursuivre un effort important pour améliorer l'efficacité énergétique de ses installations et éliminer le gaz torché.
- L'état de l'économie russe s'améliore. Elle peut bénéficier des utilisations internes de ses ressources en hydrocarbures. Elle peut aussi s'en servir pour produire des biens exportables à fort contenu énergétique (engrais, chimie lourde, sidérurgie).
- La Russie a créé un fonds d'investissement à l'image de la Norvège, mais qui reste d'un niveau insuffisant.
- Les relations avec l'OPEP sont satisfaisantes. Les engagements des différents pays sont tenus, mais sont perturbés par les mises sur le marché d'hydrocarbures de roche-mère américains.

Exportations en Europe

- Les relations avec l'Union Européenne sont complexes. Les difficultés rencontrées par Gazprom tiennent beaucoup à une politique d'obstruction menée par certains États et notamment la Pologne.
- Gazprom doit chercher à optimiser ses investissements et ne peut plus dimensionner ses installations en fonction des pointes. L'époque où Gazprom finançait la sécurité des approvisionnements futurs de l'Europe dans le contexte de contrats à long terme paraît révolue.
- La politique européenne concernant le rôle du gaz naturel dans la transition énergétique reste à préciser.
- La position de l'Allemagne reste essentielle. Elle s'est montrée constamment intéressée par des approvisionnements en gaz naturel provenant de Russie.
- L'industrie du raffinage en Russie risque d'être impactée par la diminution de la consommation de carburant Diesel en Europe.

Perspectives d'avenir

- Le gaz naturel dispose d'atouts majeurs dans le contexte de la transition énergétique. Substituer le gaz naturel au charbon, comme cela a été fait au Royaume-Uni permet de réduire les émissions de CO2 à moindre coût, tout en réduisant la pollution, notamment en particules fines.
- L'Allemagne va être confrontée au défi d'un abandon progressif du charbon. Elle pourra difficilement se passer d'un accroissement de ses importations de gaz naturel. La Russie semble le fournisseur le mieux placé.

3. Prochaine réunion

Groupe Idées Géopolitique

lundi 15 janvier 2018

(et non au 27 novembre comme annoncé initialement)